

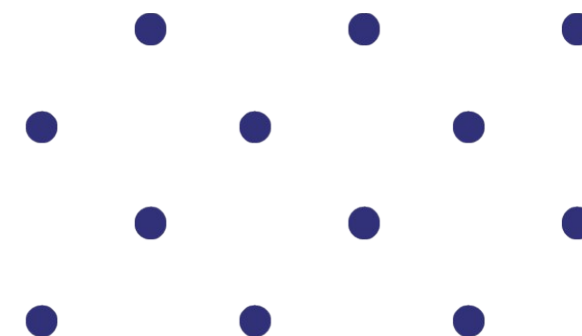


FRANCE 
RURALITÉS

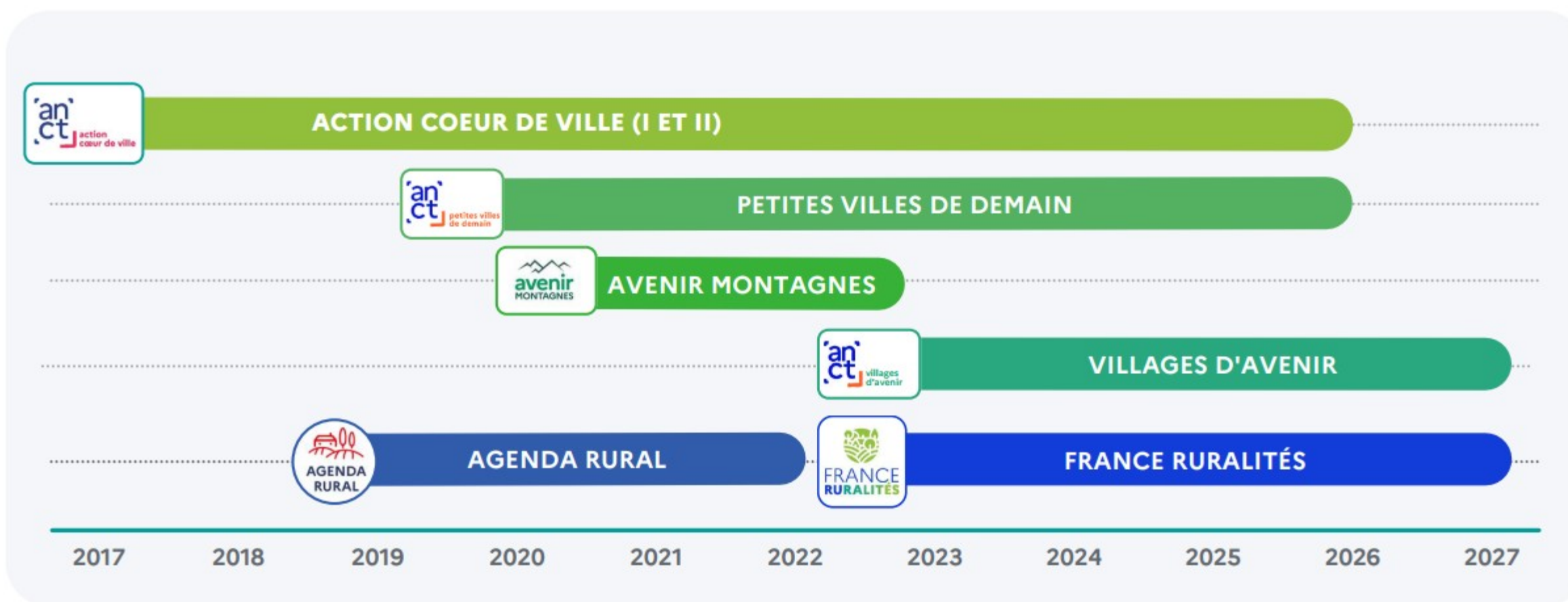
LES RURALITÉS, **AU COEUR** DE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE

Webinaire des maires de Meuse

21 septembre 2023



DEPUIS 2017, UNE ACTION CONTINUE ENVERS LES TERRITOIRES



Annonces de la Première ministre le 15 juin 2023

2 instructions publiées courant aout :

- **Mise en œuvre de France ruralités**
(IOML2321550J – 21 août 2023)
- **Déploiement du programme Village d'Avenir**
(IOML2320999J – 14 août 2023)



Rôle des préfets de département et des sous-préfets référents ruralités

→ Les préfets de département, comme délégués territoriaux de l'ANCT, sont en charge du pilotage local de France Ruralités, de la mise en œuvre des mesures de France Ruralités Solutions et du déploiement de Villages d'Avenir.

Ils s'appuient sur les sous-préfets référents ruralités.



Mise en œuvre de France ruralités (IOML2321550J – 21/08/2023)

Axe 1
Soutenir les villages dans leurs projets : un programme d'ingénierie à destination des communes rurales – Villages d'avenir

Axe 2
Apporter des solutions aux besoins du quotidien : « France Ruralités Solutions »

Axe 3
Rémunérer et reconnaître les aménités rurales : une dotation de valorisation des aménités rurales (PLF 2024)

Axe 4
Renforcer l'attractivité des territoires ruraux avec la réforme des zones de revitalisation rurale (ZRR) - Entrée en vigueur 1er janvier 2024

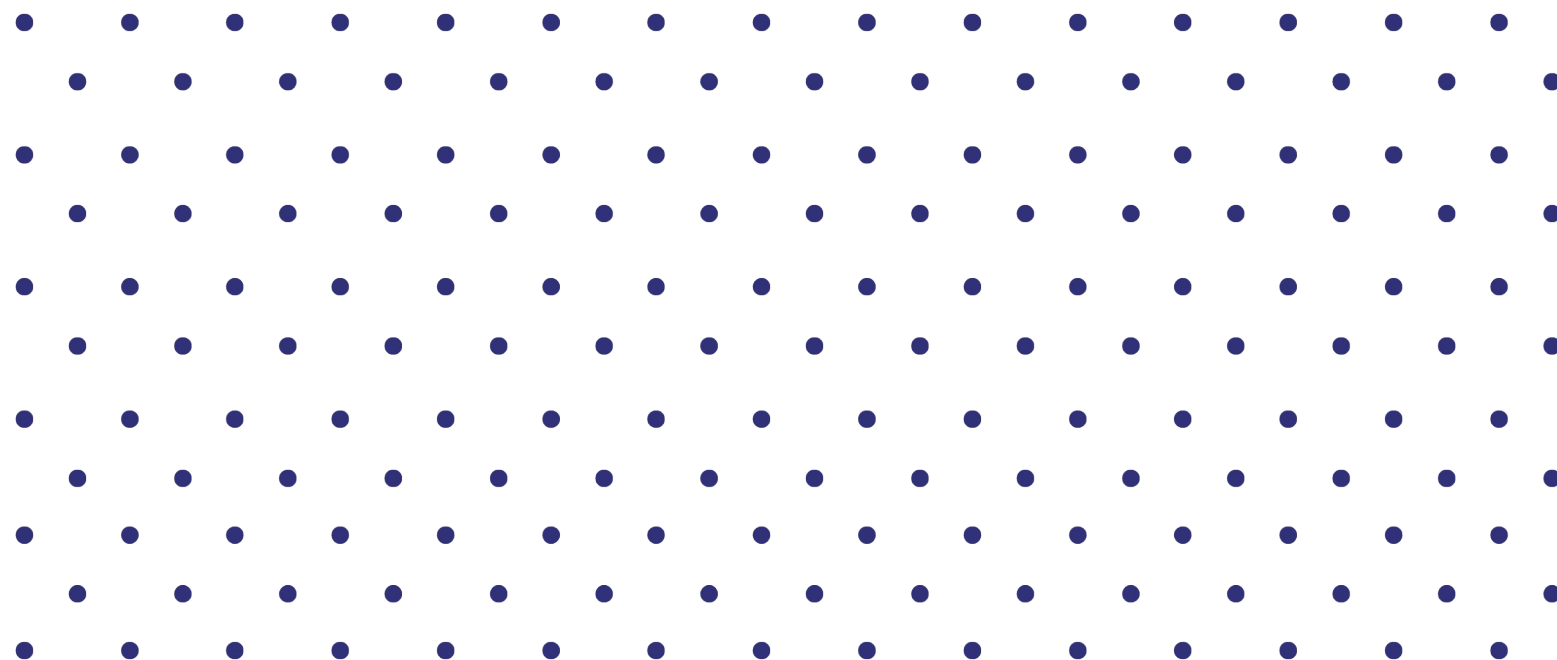


LES RURALITÉS, **AU COEUR** DE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE

AXE 2 : FRANCE RURALITÉS SOLUTIONS

Apporter des solutions aux besoins du quotidien

32 mesures interministérielles pour les ruralités



Des mesures pour améliorer le quotidien des **habitants des territoires ruraux** avec des moyens dédiés, autour de 7 thématiques

Mobilités

Vie quotidienne des élus locaux

Egalité des chances et éducation

Attractivité et services

Santé

Culture

Habitat et logement

**Un guide de présentation des mesures, déclinées en
fiches opérationnelles, sera prochainement disponible**

Accompagner les élus dans la lutte contre les atteintes à l'environnement

Objectif poursuivi :

Permettre aux élus, autorités dotées d'un pouvoir de police administrative spéciale mais également de police judiciaire et acteurs de premier plan dans la lutte contre les atteintes à l'environnement, de disposer des outils pour faire face à ces infractions. L'accompagnement vise à aider les maires dans la prévention, la réduction et la répression de cette délinquance sur leur territoire.

De plus en plus fréquemment confrontés à des infractions environnementales, notamment spécialement au travers de la délinquance du quotidien, les maires doivent pouvoir compter sur l'appui de la gendarmerie nationale pour lutter contre ce risque qui constitue une préoccupation majeure de nos concitoyens.

Bénéficiaires : Les élus

Déploiement :

À l'été 2022, le Ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a annoncé 3 000 gendarmes verts. Un an plus tard, ils sont 3 500 formés sur le terrain et opérationnels dès l'été 2023.

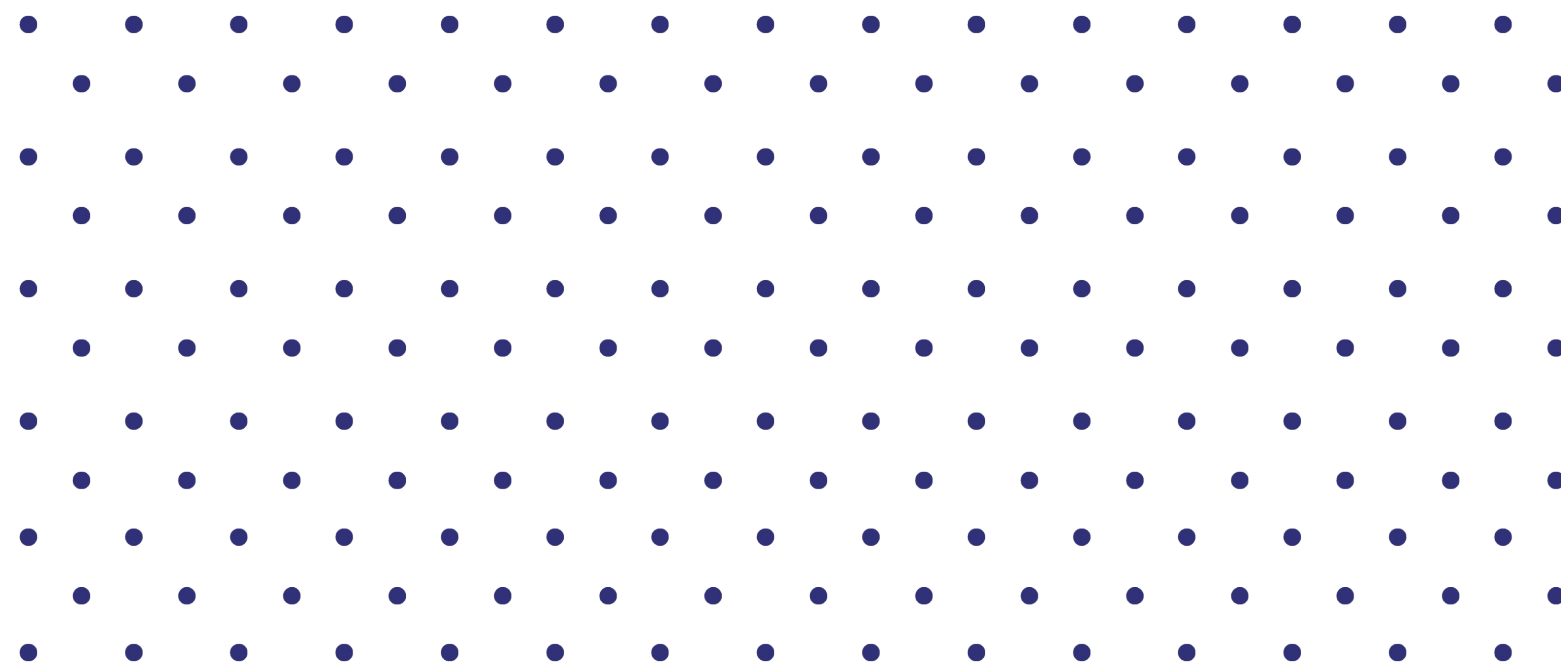
À raison d'au moins un militaire par brigade territoriale ou unité équivalente, les **Enquêteurs environnement (2E)** sont des **interlocuteurs privilégiés des élus** sur les questions de prévention et de lutte contre la délinquance environnementale.

Ces « gendarmes verts » sont principalement chargés d'assurer, dans ce domaine, des missions de prévention, de surveillance, de contrôle mais aussi de police judiciaire et de renseignement. Ils sont disponibles au profit des élus pour les accompagner, notamment face à ce qui constitue des



LES RURALITÉS, **AU COEUR** DE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE

AXE 3 : UNE DOTATION DE VALORISATION DES AMÉNITÉS RURALES



UNE RECONNAISSANCE DES AMÉNITÉS RURALES

(richesses et ressources
environnementales des
territoires ruraux)

Transformation de la dotation biodiversité en une dotation aménités rurales
d'un montant de 100 M€ en 2024 (+ 60 M€)



90% des forêts
sont dans les territoires ruraux



**79 millions de tonnes de
CO2 captée par an**

*Entre 2010 et aujourd'hui, le rôle de "puits
de carbone" des forêts a été divisé par deux.*



**1 hectare de prairie
= 84,6 tonnes de carbone stockées**



381 000 km de rivières
sont dans les territoires ruraux



90%

de la surface totale
protégée en France est
comprise dans les
ruralités



Puy Aillaud, Hautes-Alpes

LES RURALITÉS, **AU COEUR** DE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE

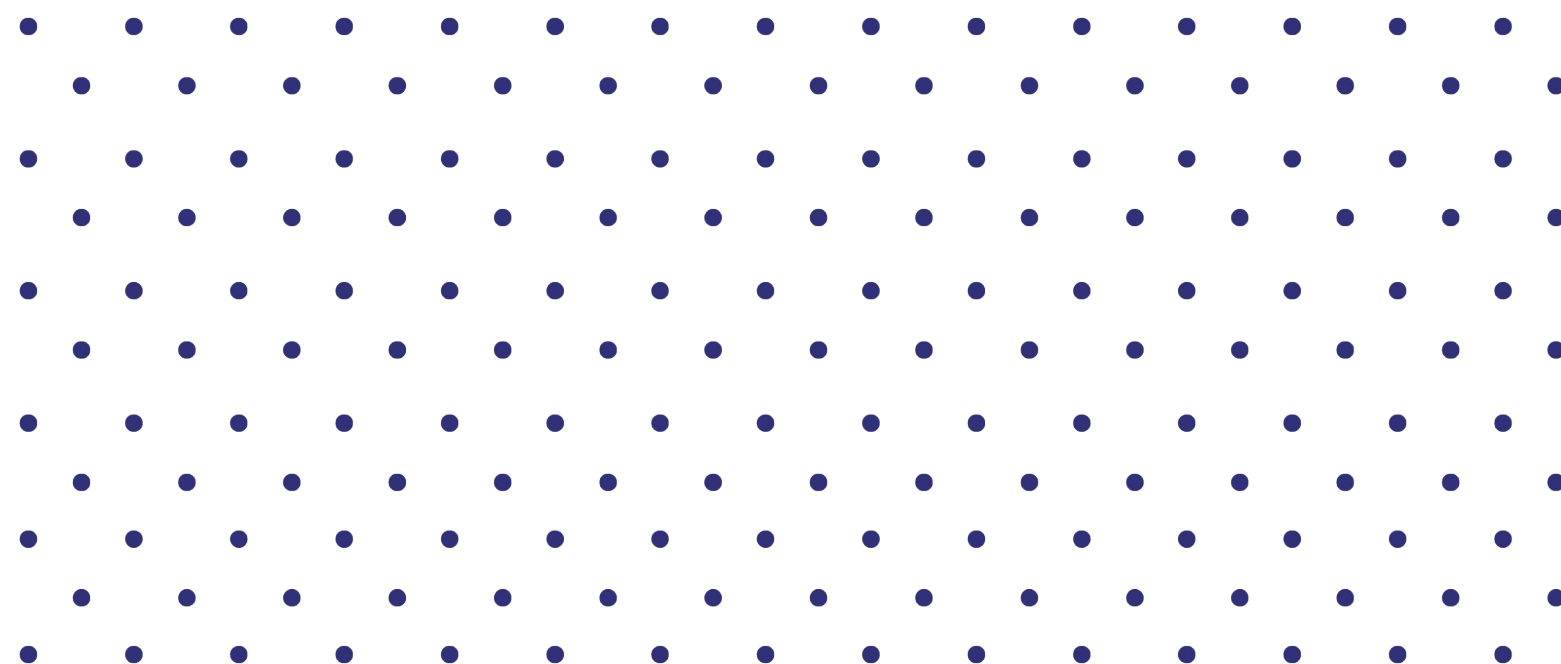


**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

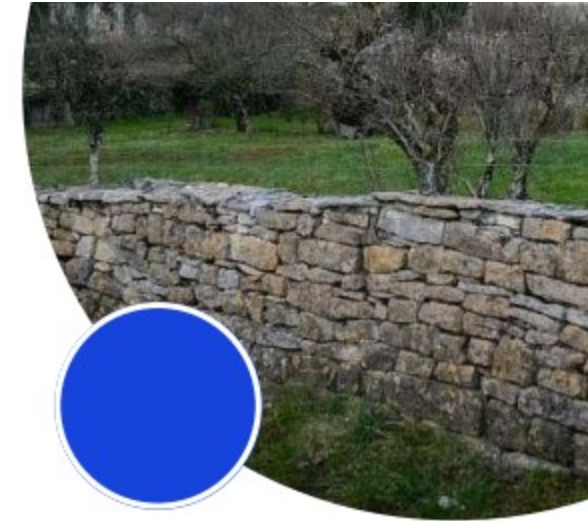


AXE 4 : UN RENFORT D'ATTRACTIVITÉ AVEC LA RÉFORME DES ZONES DE REVITALISATION RURALE (ZRR)



UN SOUTIEN ACCRU AUX COMMUNES LES PLUS FRAGILES

Certains territoires ruraux sont plus fragiles que les autres, et ce depuis plusieurs années (baisse de la population, recul de l'emploi et recul du niveau de revenus).



+ d'exonérations

Les territoires concernés pourront bénéficier d'un renforcement et d'une automaticité des exonérations fiscales et sociales et d'autres dispositifs d'exonérations ciblés (artisanat, commerce, services à la personne, etc.).



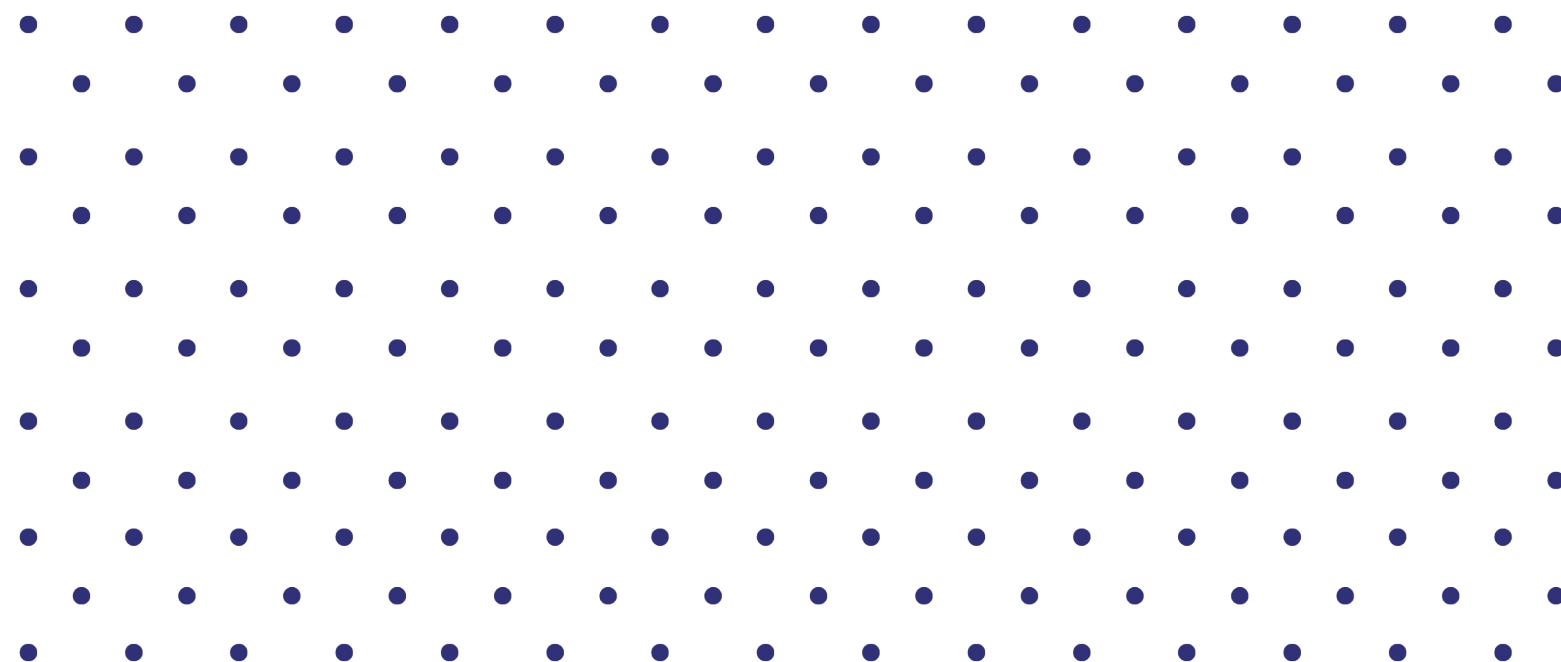
+ d'ingénierie

Les territoires concernés pourront bénéficier d'un accompagnement renforcé en ingénierie à travers l'ingénierie sur-mesure, destiné à les aider à amorcer ou à accélérer leur transition.

LES RURALITÉS, **AU COEUR** DE L'ÉQUITÉ TERRITORIALE



AXE 1 : VILLAGES D'AVENIR UN PROGRAMME D'INGÉNIERIE À DESTINATION DES COMMUNES RURALES



Villages d'avenir : principe du dispositif

- **Complète l'offre d'ingénierie déployée par l'ANCT en zones rurales :**
 - PVD,
 - ingénierie sur mesure,
 - volontaires territoriaux en administration.
- **Objectif :** aider des communes rurales, porteuses d'une dynamique globale, à réaliser leurs projets de développement à travers un accompagnement en ingénierie dans le respect des enjeux de transition écologique.
- **120 chefs de projets** pour renforcer le lien entre les projets des communes rurales et les dispositifs d'appui existants ; rôle d'appui direct et d'articulation.
- **En Meuse :** 2 chefs de projet, placés auprès du préfet et de ses services pour être mutualisés.



UN NOUVEAU PROGRAMME D'INGÉNIERIE VILLAGES D'AVENIR

Domaines dans lesquels village d'avenir pourra accompagner les communes rurales : aménagement du territoire, agriculture et transformation agro-alimentaire, réhabilitation et dynamisation des coeurs de villages, soutien aux équipements culturels ou sportifs, rénovation patrimoniale.



Calendrier Villages d'Avenir

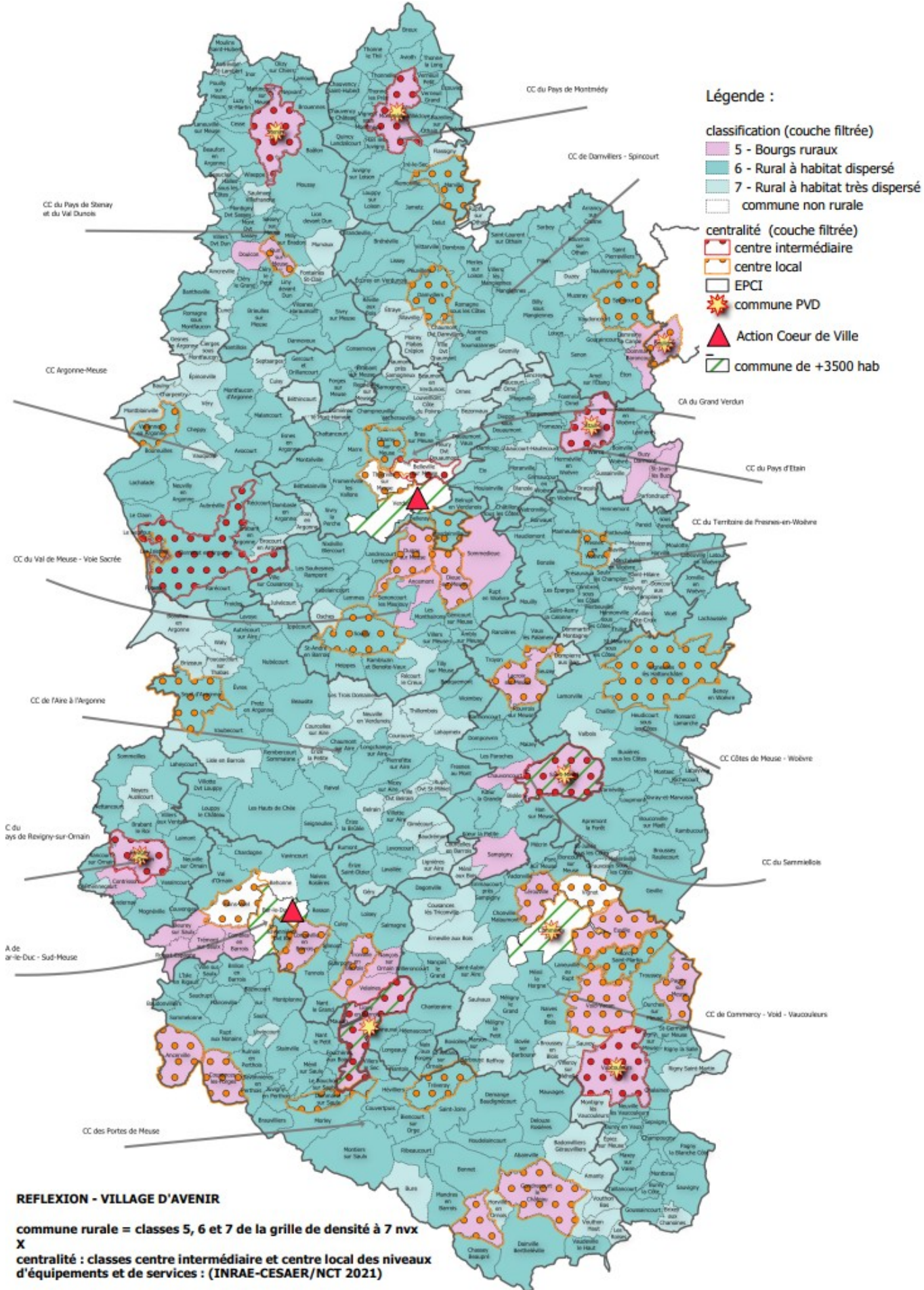
- **Septembre :**
 - Diffusion de l'information auprès des collectivités
 - Publication des postes de chefs de projets
- **15 octobre :** Date limite pour le dépôt des candidatures des communes en préfecture
- **2ème quinzaine d'octobre :** Tenue d'un comité consultatif de labellisation dont la composition est en cours de constitution
- **31 octobre :** Remontée des préfets sur les grappes et communes retenues
- **décembre 2023 :** annonce des collectivités lauréates
- **janvier 2024 :**
 - lancement du dispositif
 - Formation des chefs de projets (janvier, avril et mai)
- **septembre 2024 :** point sur les accompagnements pour allouer si besoin 6 mois de plus à certains territoires

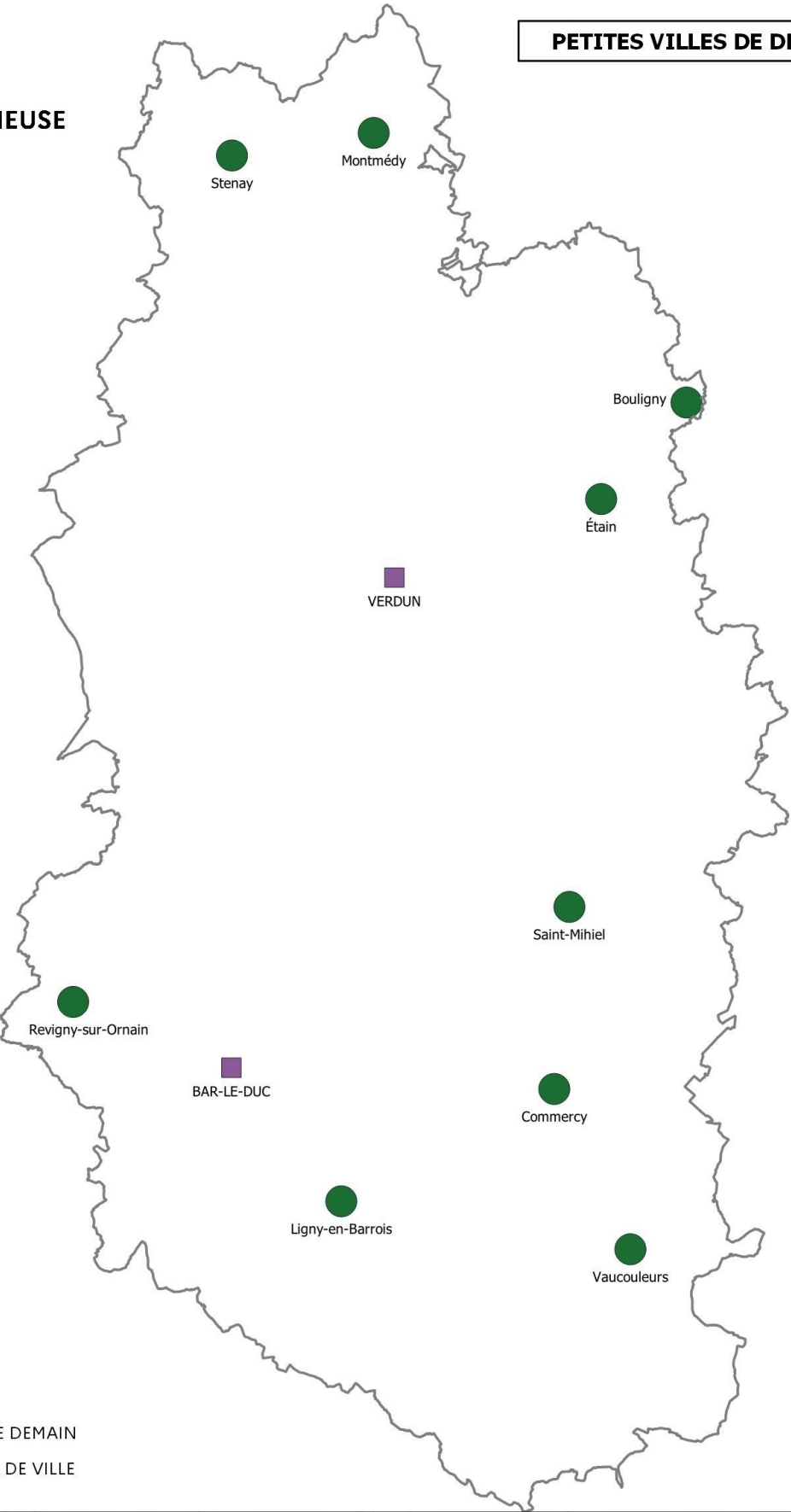



Villages d'avenir : éligibilité des communes

- Communes rurales selon définition INSEE (grille de 2023, catégorie 5, 6 et 7)
 - Soit des groupes de communes de 2 à 8 communes, chacune comptant moins de 3500 habitants, **si possible** contiguës, sinon ayant une unité de thèmes de travail dans leur projet,
 - Soit une commune seule de moins de 3500 habitants ayant fonction de centralité (c'est-à-dire un niveau minimal d'équipement de services)
- non couvertes par PVD,
- La notion de centralité repose sur une étude INRAE datant de juin 2020 (Hilal et al) : présence d'équipements structurants et de commerces
- https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-09/202006_EtudeCentralites_VolumePrincipal.pdf







LÉGENDE
 PETITE VILLE DE DEMAIN
 ACTION CŒUR DE VILLE

Réalisation	Référentiel	Source
DDT de la Meuse / SCDT / SIG Créée le 24/03/2023	© IGN-BD CARTO ® Édition 2018	Préfecture de la Meuse situation au 24/03/2023

Villages d'avenir – thématiques et critères pour retenir les projets



Habitat/logement/rénovation du bâti dégradé (construction, réhabilitation, rénovation),



Transition énergétique (éclairage public, rénovation énergétique, production d'ENR)



Patrimoine et cadre de vie (rénovation, réhabilitation, valorisation touristique)



Services et commerces de proximité (mise en réseau avec Frances Services, lieux de convivialité, tiers lieux)



Circuits courts alimentaires et matériaux, valorisation d'un produit local



Transition numérique



Transition écologique et biodiversité



Engagement citoyen/Participation des habitants



Village d'avenir – Nature de l'appui

- 2 chefs de projet (postes financés par l'État) mutualisés à l'échelle du département pour accompagner les différentes communes lauréates
- 1 prestation de diagnostic (si celui-ci n'a pas déjà été réalisé)
- Si besoin ingénierie sur mesure
- Accompagnement dédié (appui au montage de dossiers de demandes de subvention, à la rédaction du cahier des charges et à la passation des marchés publics ...) pour une durée de 12 à 24 mois
- 1 chef de projet peut accompagner, suivant la nature du projet, entre 10 et 15 villages d'avenir
- Accès à une plateforme ressources, dont du partage d'expériences à l'échelle villages
- Animation locale/nationale



Village d'avenir – apport et articulation entre dispositifs

- Chef de projet départemental qui apporte un appui
- Facilitation de mobilisation de l'ingénierie locale et possibilité de mobilisation d'ingénierie sur mesure ANCT
- **Importance de l'articulation avec l'ingénierie locale existante**
- Articulation avec les dispositifs nationaux ANCT et MTE notamment : CRTE, PVD, ACV , TI, NL-NL (nouveaux lieux – nouveaux liens) et EPCI
- Possibilité de mobilisation de VTA



Dossier de candidature

- Nom de la commune
- Type de candidature : en grappe ou commune seule à caractère rayonnant
- Nombre d'habitants
- Thèmes d'appui sollicités et description du projet collectif
- Saisie de la candidature via le formulaire papier (qui vous sera fourni) à transmettre à l'adresse mail suivante :

pref-car@meuse.gouv.fr



Merci de votre
attention

